PORCINS

L'été 2026 a durement frappé les élevages porcins. Le bilan présenté par INAPORC fait état d'un taux de mortalité annuel des reproducteurs de l'ordre de 6,5 %, majoré de 0,5 à 0,8 point du fait des canicules de mai, juin et des épisodes suivants, soit, sur le terrain, des pertes de truies pouvant atteindre 8 % selon certains élevages. À cela s'ajoutent environ 1 400 porcs à l'engraissement morts en supplément, pour un déficit de production estimé à 185 000 porcs charcutiers dans les 6 à 9 mois. Ces chiffres restent à consolider, mais ils confirment une réalité vécue dans les exploitations : dans le Grand Ouest, les éleveurs ont dû faire face à des capacités d'équarrissage saturées, des délais de collecte à rallonge, et pour certains, la nécessité d'investir eux-mêmes dans des containers réfrigérés ou des travaux de terrassement pour gérer les animaux morts, sans aucune enveloppe d'aide dédiée à ce jour.

La sécheresse et les épisodes de fortes chaleurs accentuent la pression économique sur les filières céréalières françaises en 2026. Selon les dernières estimations d'Agreste, la production française de blé tendre devrait atteindre 31,7 millions de tonnes, soit une baisse d'environ 5 % par rapport à 2025, tandis que la production d'orge est estimée à environ 11,1 millions de tonnes, en recul de 6 % sur un an. La situation est particulièrement préoccupante pour le maïs : la récolte de maïs grain est désormais estimée à seulement 8,1 millions de tonnes, soit une baisse de 42 % sur un an, ce qui constituerait le niveau de production le plus faible depuis au moins 1980, alors que le poste « aliments » représente déjà 50 % du coût de revient d'un élevage porcin

Sur le plan sanitaire, la vigilance reste maximale face à la progression de la fièvre porcine africaine en Europe (Pologne, pays baltes, Italie, Espagne, Allemagne, Finlande), dont la proximité avec le territoire français constitue un point d'alerte constant. En Bretagne, la gestion du risque SDRP est désormais conditionnée à la biosécurité PPA, ajoutant une charge supplémentaire aux éleveurs déjà mobilisés sur plusieurs fronts sanitaires.

PORCINS

Ces difficultés conjoncturelles s'ajoutent à une fragilisation structurelle de la filière : l'âge moyen des chefs d'exploitation en production porcine est passé de 41 ans dans les années 1990 à 51 ans aujourd'hui. Au niveau du marché, selon l'OFPM les cours du porc entrée-abattoir est en baisse depuis 2023 où il atteignait 2.28 il y'a 3 ans, pour 1.94 en 2025. Cette baisse se confirme en 2026. La filière française autosuffisante, permet une politique d'export importante pour des coproduits. La filière doit être attentive à la demande en baisse de la Chine de -13.1% en 2026 sur leurs importations.

LES DEMANDES DE LA COORDINATION RURALE

- La mise en place d'enveloppes d'aide dédiées à la prévention et à la gestion des mortalités liées aux canicules (terrassement, containers réfrigérés, renforcement des capacités d'équarrissage);
- Des contrats-partenariats transparents sur le prix, la durée et le volume, intégrant les coûts de production, et l'interdiction de vendre à perte ;
- L'autorisation de la vente directe entre céréaliers et éleveurs, la fin du principe d'organismes stockeurs ;
- Un étiquetage clair sur la provenance réelle de la viande (lieu d'élevage, et non de simple transformation) ;
- Un accompagnement réel des éleveurs face aux mises aux normes bien-être animal et environnementales (IED 2.0), sans faire peser leur coût sur les seuls producteurs.